

[Accueil](#) > [Les actualités](#) > [Conférences de presse](#) > [2010](#)

Conférence de presse conjointe - Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne

Fribourg-- vendredi 10 décembre 2010



MME ANGELA MERKEL -- Nous avons pu échanger un certain nombre de réflexions et cette rencontre a commencé par une très intéressante visite de la cathédrale accueillis par l'Archevêque Monseigneur ZOLLITSCH. Nous avons parlé de questions bilatérales et européennes. Les relations franco-allemandes sont symbolisées aujourd'hui non seulement par ces Conseil des ministres qui montre l'étroite et amicale coopération, mais il y a également deux évènements qui se déroulent à proximité d'ici et qui sont marquants.

D'une part, l'inauguration du pont ferroviaire de Kehl qui est un symbole fort de la coopération franco-allemande et européenne ; et d'autre part, le fait que les premières unités Allemandes s'implantent en France dans le cadre de la brigade franco-allemande, ce qui sera célébré par les ministres de la Défense français et allemand tout à l'heure.

Je voudrais vivement remercier le président de la République Nicolas SARKOZY, c'est lui qui a eu l'idée que les soldats allemands soient aujourd'hui les bienvenus en France. Pour moi, cela a une très grande force symbolique. Nous avons vu il y a quelques instants une photo de Fribourg après la Seconde Guerre mondiale et si l'on songe aux crimes du national-socialisme pendant la Seconde Guerre mondiale, on peut dire aujourd'hui, au début du XXIème siècle, que les soldats Allemands sont bienvenus en France. C'est un geste remarquable, à l'image de notre coopération.

Nous avons réfléchi à la façon dont nous pourrions agir de concert dès la semaine prochaine, à l'occasion du Conseil européen, et au-delà dans la poursuite de l'intégration européenne.

Tout d'abord en février lorsqu'il s'est agi d'être solidaire avec la Grèce, nous avons dit que les membres de la zone euro feront tout ce qui est en leur pouvoir, de façon déterminée et coordonnée, pour assurer la stabilité financière de la zone euro. Cette position était d'actualité en février, elle est d'actualité aujourd'hui et elle demeurera d'actualité demain, chacun doit le savoir. Et c'est cela qui nous animera lorsque nous adopterons la semaine prochaine au Conseil européen le mécanisme pérenne de gestion de crise et la perspective de la réforme du traité.



Songeons qu'il y a un an seulement, jamais nous n'aurions imaginé que nous puissions afficher une telle solidarité avec un futur mécanisme permanent de gestion de crise, ce qui montre bien notre engagement en faveur de l'Europe.

D'autre part, il y a un certain nombre de faiblesses structurelles auxquelles nous devons nous atteler, l'une après l'autre. Cela vaut pour toute l'Europe, mais cela vaut plus particulièrement pour la zone euro et la France et l'Allemagne -- même si beaucoup de pays travaillent à surmonter ces faiblesses structurelles --, la France et l'Allemagne sont résolues à mettre sur la table ces questions structurelles et voir comment on peut surmonter ces problèmes de façon coordonnée, parce que ce n'est pas seulement une affaire de politique budgétaire mais c'est la structure même de nos économies nationales qui est en jeu.

Ce que je voudrais dire aussi, c'est que j'ai été très heureuse que le président de la République rappelle que par exemple, les systèmes fiscaux doivent être davantage harmonisés entre l'Allemagne et la France. La France s'est attelée à ce chantier, mais nous allons faire de même. Je crois que nous devons donner le bon exemple quand il est question de compétitivité, mais la compétitivité va bien au-delà de la seule politique budgétaire. Ce sont des questions qui sont liées au droit du travail, à la fiscalité. Et si nous voulons faire progresser la cohérence de la zone économique de l'euro, nous devons, étape après étape, prendre ces questions en compte et proposer des solutions.

Voilà pourquoi je crois pouvoir dire que nous avons eu un échange très utile, très approfondi.

Durant le déjeuner nous allons aborder deux autres questions très importantes. Nicolas SARKOZY a chargé, il y a quelque temps, la commission STIGLITZ de s'occuper des questions de la croissance dans le monde et en Europe. Cette commission STIGLITZ a formulé des propositions et nous avons demandé à nos comités d'experts de faire des propositions pour les stratégies de croissance dont nous aurons besoin, c'est ce qui sera présenté pendant le déjeuner tout à l'heure auquel participeront également les chefs d'entreprise (du groupe d'Evian).

Nous allons aussi parler de la présidence française du G8 et du G20. Nous voulons très activement soutenir la présidence française et nous sommes tout à fait d'accord avec le programme proposé par le Président de la République pour le G20. Ce sera également l'objet de nos discussions pendant le déjeuner.

LE PRÉSIDENT -- Merci chère Angela. François FILLON et moi-même tenons à te remercier d'avoir eu l'idée d'organiser, dans cette magnifique ville de Fribourg, ce sommet. Je voudrais dire combien est importante, aux yeux de la France, la collaboration avec l'Allemagne. Et pour nous c'est un honneur que de recevoir des soldats allemands dans un cadre de paix sur le territoire de la République française.

J'ai toujours été étonné que la brigade franco-allemande ne soit vécue comme une installation de soldats français en Allemagne. Nous sommes deux pays souverains, deux pays en paix, deux pays qui sont fondateurs de l'Europe et donc sachez bien que, pour tous les Français, c'est un nouveau signal de la profondeur de notre amitié et de la volonté d'enraciner l'amitié entre les peuples allemands et français de façon définitive.

Nous avons bien sûr avec Mme MERKEL -- et je ne reviendrai pas sur ce qu'elle a dit puisque je partage pleinement son opinion --, parlé de l'Europe et de l'euro. Que les choses soient très claires, nous sommes profondément attachés à l'euro. Nous défendrons l'euro parce que l'euro, c'est l'Europe et l'Europe, c'est une part de l'avenir de nos pays. L'Europe c'est la partie non négociable de l'avenir de nos pays. Notre détermination est totale, Allemands et Français.

Et je dois dire que la confiance et l'amitié entre nous se renforce à chaque fois ; et je suis heureux de voir la convergence de nos analyses, qui nous amènera à faire des propositions structurelles s'agissant de la meilleure façon d'enraciner l'Europe et l'euro dans le courant de l'année 2011.



Par ailleurs, avec François FILLON, nous avons décidé la convergence de nos fiscalités avec l'Allemagne et je remercie la Chancelière de son ouverture, c'est très important. On ne peut pas dire à nos partenaires : « nous sommes dans la zone euro, il faut converger pour défendre l'euro » et nous, Allemands et Français, donner le mauvais exemple. Donc cette convergence allemande et française n'est dans notre esprit que le prélude de la nécessaire convergence économique dans la zone euro, bien sûr, et plus largement dans l'ensemble de l'Union européenne.

Enfin, s'agissant du G20, ce n'est pas que la France veut associer l'Allemagne à sa présidence, c'est que la France veut travailler main dans la main avec l'Allemagne sur les objectifs ambitieux qui sont les nôtres, notamment sur la définition du nouvel ordre monétaire international, où la Chancelière MERKEL jouera un rôle essentiel en Chine et puis tout au long de l'année pour présenter, en France en novembre au sommet du G20, les premières propositions de réforme de l'ordre monétaire international.

Au fond, cette présidence française nous aimerions la vivre avec nos amis Allemands et plus largement avec nos amis Européens. L'Europe a des idées, un modèle et c'est maintenant que ces idées et ce modèle doivent être défendus sur la scène internationale. Au début de ce XXIème siècle, à un nouveau monde doivent correspondre de nouvelles idées. Et ces nouvelles idées, c'est l'Allemagne et la France qui doivent, au premier rang, les porter.

Je vous remercie.

QUESTION -- C'est une double question à tous les deux. Est-ce que votre refus d'envisager la création d'obligations européennes et une augmentation du fonds de stabilité financière est définitif ou est-ce que la porte est encore ouverte pour l'avenir ? Et puis récemment, mardi je crois, le ministre allemand de l'Économie et des Finances, s'est dit prêt à envisager davantage de mutualisation pour répondre à la crise de la dette en contrepartie de davantage d'intégration politique européenne. Qu'est ce que vous en pensez l'un et l'autre ?

MME ANGELA MERKEL -- Tout d'abord pour l'Allemagne, la question de l'augmentation du dispositif ne se pose pas. Nous avons fait bénéficier l'Irlande de ce dispositif, conformément aux objectifs qui étaient fixés pour ce dispositif. C'est moins de 10% des ressources dont dispose ce fonds, donc ce débat n'est pas du tout d'actualité.

En ce qui concerne les obligations européennes, j'ai dit clairement que je ne pensais pas que la mutualisation des intérêts, même si elle ne doit être que partielle selon la proposition, serait d'une réelle utilité structurelle. Ce dont il s'agit -- et nous l'avons dit l'un et l'autre --, ce dont il s'agit, c'est d'arriver à une cohérence des politiques économiques. Je soutiens Wolfgang SCHÄUBLE, mais il ne s'agit pas d'arriver à une mutualisation des risques, non ; il s'agit de compétitivité, de cohérence dans un espace économique commun. Cette cohérence doit s'accroître et non pas s'amenuiser, comme cela se fait dans certains cas.

Et nous avons vu des décisions courageuses, quand on voit ce que fait la Grèce, cela force le respect ; quand on voit ce que l'Espagne et le Portugal ont fait, notamment en matière de politique budgétaire, cela force également le respect. Et depuis le dispositif fiscal jusqu'à la question de la dette, jusqu'à la question du droit du travail, nous allons de plus en plus devoir veiller à ce que tel ou tel ne diverge pas par rapport aux autres.

Nous avons besoin de cohérence. Dans toute l'Union européenne, on a réussi par exemple pour la TVA à se mettre d'accord sur certaines fourchettes, sur certains corridors. Et ce type d'accord doit être trouvé dans d'autres domaines, il faut continuer d'y travailler, c'est ce que l'on attend de l'Europe.



LE PRESIDENT -- Sur le dispositif, je vous l'ai dit, nous ferons ce qu'il faut pour défendre l'euro et je n'ai rien à dire de précis, si ce n'est à affirmer une volonté politique très déterminée.

S'agissant des « euro-bonds », je crains de ne pas avoir tout saisi. S'il s'agit de faire monter la dette au niveau de l'Europe, cela aurait un effet déresponsabilisant pour chaque État. Or on veut exactement le contraire, c'est-à-dire responsabiliser les États et non pas les déresponsabiliser.

Si un jour il y a davantage d'intégration, une politique économique beaucoup plus harmonisée, est-ce que l'on peut en reparler ? Peut-être. Mais en l'état actuel des choses, la position de la France est exactement la même que la position de l'Allemagne.

QUESTION -- Madame la Chancelière, le Président de l'Eurogroupe, le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude JUNCKER, a critiqué vivement l'Allemagne, notamment le fait que vous rejetiez l'idée des « euros-bonds » et a dit que l'Allemagne faisait preuve de simplisme. Est-ce que cela vous a touché, Monsieur le Président ?

MME ANGELA MERKEL -- Dans cette crise, j'ai sans cesse dit que l'euro avait une importance capitale, qui va bien au-delà de celle d'une simple monnaie. J'ai dit devant le Parlement allemand : « si l'euro échoue, c'est l'Europe qui échoue » et je suis tout-à-fait sérieuse quand je le dis. Voilà pourquoi l'Allemagne fera, avec les autres, tout ce qu'il faut pour défendre l'euro. C'est bien de cela dont nous parlons et c'est bien cet état d'esprit qui nous unit tous dans le groupe de ceux qui ont l'euro comme monnaie. Le Premier ministre luxembourgeois est président de l'Eurogroupe des ministres des Finances et donc il partage le même état d'esprit que nous. Sinon sur le fond de la question j'ai dit ce que je voulais dire et comme nous voulons résoudre les problèmes, je ne voudrais pas répéter les explications qui viennent d'être données.

LE PRESIDENT -- Écoutez Monsieur, je suis très heureux de répondre à cette question. Quand il s'est agi de faire un dispositif de soutien pour aider les pays membres de la zone euro qui étaient attaqués, le premier contributeur à ce dispositif de soutien, c'est l'Allemagne, le deuxième contributeur, c'est la France. Je pense que l'on ne peut pas traiter d'égoïstes des pays qui sont le premier contributeur et le deuxième contributeur. Dans la vie politique, il y a ce que l'on fait et puis ce que l'on dit. L'Allemagne, en acceptant d'être le premier contributeur, et la France, en acceptant d'être le deuxième contributeur, ont démontré leur solidarité européenne et je ne pense pas qu'il y ait des leçons à recevoir en la matière.

Deuxièmement, s'agissant de l'« euro-bond », je ne pense pas que nous avons été consultés avant que cette idée soit émise et donc ce n'est insulter personne de dire que l'on n'est pas d'accord. C'est simplement exprimer un avis ou une opinion. Si on nous avait dit avant, peut-être que l'on aurait pu mieux comprendre, mais enfin on ne peut pas être les seuls à ne pas pouvoir donner notre opinion. Je ne suis pas persuadé que les citoyens français et les citoyens allemands seraient très heureux que Madame MERKEL et moi-même, nous acceptions de mutualiser la dette de toute l'Europe alors même qu'il n'y a pas assez d'harmonisation économique, pas assez d'harmonisation fiscale, pas assez d'harmonisation budgétaire. Il faut réfléchir, ce n'est pas interdit, avec sang froid, spécialement lorsque l'on a à faire face à une crise de cette nature.

L'Allemagne et la France, nous avons été amenés à faire des propositions, nous les avons faites avec un seul souci : la solidarité en Europe, l'intérêt de l'euro et l'intérêt de la construction européenne. Et si nous n'avions pas fait ces propositions, il n'y aurait pas eu d'alternative. Chacun a le droit d'avoir des idées, aucune n'est insupportable et sur les « euros-bonds », peut-être même qu'un jour, si l'on arrive à faire davantage d'intégration économique, davantage d'intégration fiscale, davantage d'intégration budgétaire, on peut en reparler. Mais en l'état actuel des choses, il y a une



expression en France qui dit : « il ne faut pas mettre la charrue avant les bufs ».

QUESTION --Madame la Chancelière, vous avez parlé tout à l'heure de faiblesse structurelle au sein de la zone euro et indiqué que vous souhaitiez mettre ces sujets tous les deux sur la table la semaine prochaine à Bruxelles. Concrètement, qu'est-ce que vous attendez comme engagement pour s'attaquer à ces faiblesses de la zone euro ? Si vous le permettez également Monsieur le Président, une question plus franco-française qui concerne les intempéries récentes en Île-de-France, est-ce que vous considérez que les services de l'État, Météo-France et les ministres concernés ont bien fait leur travail ?

MME ANGELA MERKEL -- Je voudrais répondre brièvement à la première question. Le Président de la République a dit que c'était une tâche pour l'année 2011. La semaine prochaine, en Conseil européen, nous avons une double responsabilité. Premièrement, de pérenniser le mécanisme anti-crise et d'engager la réforme du traité nécessaire pour cela en donnant le signal que nous défendons l'euro et que nous ne limitons pas cela à l'année 2013, mais qu'il s'agit bien d'un dispositif permanent et fiable. C'est un ajout substantiel à ce que nous avons dit et fait jusqu'à présent. Avec cette crise économique, nous avons vu quelles peuvent être les difficultés et je crois que c'est un résultat majeur.

Ensuite, il faut réfléchir dans l'optique d'un gouvernement économique. Quels sont les déséquilibres ? On a commencé cette réflexion, mais il faut l'approfondir encore bien davantage et il faut ensuite réfléchir au moyen de surmonter ces différences de compétitivité. On a déjà cité l'exemple de la fiscalité entre la France et l'Allemagne. Et nous devons en parler avec d'autres mais ce n'est pas le travail de vendredi prochain, c'est une tâche à laquelle on s'attellera de façon résolue pour l'avenir, afin de montrer la cohérence de la politique économique et de montrer qu'il ne s'agit pas simplement de questions monétaires, mais qu'il s'agit bien de la coopération politique qui doit être approfondie.

LE PRESIDENT -- Oui exactement. La semaine prochaine on va se mettre d'accord sur la rédaction de la réforme du traité, ce qui est déjà quelque chose de très important, pour assurer la pérennisation du dispositif que nous avons créé au courant de l'année 2010. Nous formulons un constat commun qu'il s'agit d'une crise structurelle et qu'il faut donc des réponses structurelles. et nous allons apporter des réponses structurelles ensemble, Allemands et Français, au service de l'Europe. C'est le travail des premières semaines de l'année 2011.

S'agissant de votre question franco-française, je veux dire que j'ai conscience que beaucoup de Français ont connu de grandes difficultés. La Chancelière me disait d'ailleurs les difficultés qu'avaient connues beaucoup d'Allemands, dans la même situation météorologique particulière. Cela me permet, au nom du Premier ministre comme du Gouvernement, de rendre hommage au travail de tous les fonctionnaires nationaux comme territoriaux, qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour essayer d'éviter les désagréments. On n'a pas pu les éviter tous et je suis bien conscient des difficultés auxquelles ont été confrontés un certain nombre d'automobilistes ou de voyageurs de nos trains ou d'utilisateurs de nos trains, qui ont été bloqués pendant de nombreuses heures.

Et ce que nous allons essayer de comprendre, dans les quelques jours qui viennent, c'est pourquoi, quand il y a des circonstances météorologiques un peu particulières, nos services fonctionnent bien, mais toujours avec un décalage de 2 ou 3 jours, si je me fais comprendre ? Je ne mets absolument pas en cause leurs compétences, mais nous l'avons constaté avec le Premier ministre, quand il y a eu la réforme des retraites et que les problèmes d'approvisionnement dans nos stations-service, tout cela se met en place. Au final, cela se met en place plutôt bien, mais c'est vrai que les 2 ou 3 premiers jours, on n'a pas la performance qui est attendue de nous. Il faut qu'on travaille sur nos procédures, j'ai grande conscience des progrès qu'il nous reste à faire. C'est exactement ce à quoi on va s'atteler dès le début de la semaine prochaine.



QUESTION- Il y a eu cet accord de Deauville. Est-ce qu'il y a eu des accords pendant la promenade de Fribourg, comme lors de la promenade de Deauville ? Et est-ce que vous allez soutenir la candidature de M. WEBER à la tête de la BCE ?

MME ANGELA MERKEL - C'est toujours bien de demander à quelqu'un s'il apporte son soutien à quelque chose qui n'existe pas. En ce qui concerne Deauville, ce sont des accords tout à fait importants. Je ne pense pas que l'on pourrait parler la semaine prochaine au Conseil européen d'un mécanisme pérenne anti-crise et d'une réforme du traité s'il n'y avait pas eu Deauville. Donc c'est important. Chaque fois que nous nous voyons, nous faisons des choses importantes pour l'avenir, tout simplement.

LE PRESIDENT -- Je comprends l'aspect romantique de la promenade de Deauville. Mais enfin, j'aimerais que vous notiez le fond de la discussion à Deauville. Et je dois à la vérité de dire que la Chancelière et moi-même, nous arrivons de mieux en mieux à travailler ensemble, à comprendre les lignes rouges de chacun et à faire converger nos efforts. C'est d'ailleurs à ce titre que le prochain Secrétaire général du Conseil européen sera un Allemand. La France a été heureuse de soutenir de toutes ses forces la candidature d'un homme remarquable, pour qui j'ai beaucoup de respect et de l'amitié, s'il le permet, M. CORSEPIUS.

Je dois dire que, est-ce que c'était la neige ou le nombre de personnes qui étaient là, on avait l'impression qu'il y avait toute la ville de Fribourg. Mais nous n'avons pas parlé du problème de la BCE, puisqu'il ne se pose pas aujourd'hui. Mais nul ne doute que nous en parlerons le moment venu.

QUESTION -- Inaudible

MME ANGELA MERKEL -- Inaudible (...) à Berlin et nous l'avons choisie parce que nous allons dans des villes donc pas uniquement à Berlin, nous essayons d'aller dans des villes qui nous montrent que l'histoire européenne est une longue histoire. Et lorsqu'on est ici, à la cathédrale de Fribourg, et si l'on songe à la cathédrale Notre-Dame de Paris ou à la cathédrale de Strasbourg, on voit qu'il y a beaucoup de siècles, il y avait déjà beaucoup de contacts extrêmement étroits dans les générations passées. J'ai trouvé ça formidable de voir combien d'hommes et de femmes nous ont accueilli chaleureusement dans cette vi

